

**RÈGLEMENT GÉNÉRAL G-043-19  
DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION ET DE TARIFICATION  
DES SERVICES MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2020**

**ATTENDU QUE** le conseil a adopté, aux termes de la résolution 2019-12-742 de la séance extraordinaire tenue le 9 décembre 2019, le budget de la Ville pour l'exercice financier 2020;

**ATTENDU QU'**afin de se procurer les sommes nécessaires pour réaliser ces prévisions budgétaires, il est requis de décréter par règlement les différentes taxes, compensations, tarifs et redevances, ainsi que leur mode de paiement pour l'année 2020;

**ATTENDU** les dispositions spécifiques de la *Loi sur les cités et villes* et de la *Loi sur la fiscalité municipale* relatives à la possibilité d'imposer différents taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories d'immeubles;

**ATTENDU QU'**aux fins de la résolution 2019-11-678, l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné par monsieur le conseiller Éric Corbeil lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 18 novembre 2019 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

**POUR CES MOTIFS, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES**

**PRÉAMBULE**

Article 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**EXERCICE FINANCIER**

Article 2

Les taxes et les autres impositions décrétées par le présent règlement s'appliquent pour l'exercice financier 2020, soit pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

## **CHAPITRE II - VARIÉTÉ DE TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

### Article 3

Une taxe foncière générale aux taux déterminés dans le présent règlement est imposée et sera prélevée pour l'exercice financier 2020 sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

Pour cet exercice, le conseil fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation. Pour l'application du présent règlement, les catégories d'immeubles sont :

- 1) catégorie résiduelle;
- 2) catégorie des immeubles de 6 logements ou plus;
- 3) catégorie des immeubles non résidentiels;
- 4) catégorie des immeubles industriels;
- 5) catégorie des terrains vagues desservis;
- 6) catégorie des exploitations agricoles.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Les articles 244.31 à 244.58 de la *Loi sur la fiscalité municipale* s'appliquent aux fins de déterminer la composition de ces catégories et les classes applicables comme s'ils étaient reproduits au long dans le présent règlement.

### **TAUX DE BASE**

#### Article 4

Le taux de base est fixé à 0,9334 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

### **TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE**

#### Article 5

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0,9334 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tous les immeubles imposables de cette catégorie situés sur le territoire de la Ville.

**TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES DE 6 LOGEMENTS OU PLUS**Article 6

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles 6 logements ou plus est fixé à 1,1730\$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tous les immeubles imposables de cette catégorie situés sur le territoire de la Ville.

**TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS**Article 7

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à 2,1512 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tous les immeubles imposables de cette catégorie situés sur le territoire de la Ville.

**TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS**Article 8

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à 2,1624 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tous les immeubles imposables de cette catégorie situés sur le territoire de la Ville.

**TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS VAGUES DESSERVIS**Article 9

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à 1,8668 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tout terrain vague desservi au sens de la loi.

## **TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

### Article 10

Le taux particulier de la taxe foncière générale sur la catégorie des exploitations agricoles est fixé à 0,9334 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Cette taxe qui ne peut excéder le taux de la catégorie résiduelle est imposée et prélevée, pour l'exercice financier 2020, sur tout immeuble composé d'immeuble agricole en totalité ou en partie.

Toutefois, dans le cas d'une unité d'évaluation à usage mixte, le montant de la taxe est calculé en appliquant la partie de ce taux qui correspond au pourcentage mentionné au rôle d'évaluation.

## **CHAPITRE III - COMPENSATION POUR SERVICES MUNICIPAUX**

### **TARIFICATION DE LA COLLECTE ET DE L'ÉLIMINATION DES ORDURES**

#### Article 11

À l'exception des immeubles ne pouvant pas être desservis par le service de collecte municipale et afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service de collecte et d'élimination des ordures, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 106 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement qui ne dispose pas d'un conteneur pour les édifices de moins de 7 unités de logement;
- b) une compensation de 106 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) une compensation additionnelle de 106 \$ du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 000 du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A), par local non résidentiel à même un immeuble mixte (résidentiel et commercial), dont le code de la catégorie d'immeuble non résidentiel est supérieur ou égal à la catégorie 5 du *Manuel de l'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A), et qui ne dispose pas d'un conteneur;
- d) une compensation pour la collecte de volumineux de 11 \$ par logement pour les immeubles de 7 logements et plus du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement.

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

## **TARIFICATION DE LA COLLECTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES RECYCLABLES**

### Article 12

À l'exception des immeubles qui ne peuvent être desservis par le service de collecte municipale et afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service de collecte sélective des matières recyclables, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 77 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement pour les édifices de moins de 7 unités de logement;
- b) une compensation de 77 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) une compensation de 77 \$ du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 000 du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A), par local non résidentiel à même un immeuble mixte (résidentiel et commercial), dont le code de la catégorie d'immeuble non résidentiel est supérieur ou égal à la catégorie 5 du *Manuel de l'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- d) une compensation de 77 \$ par logement pour les immeubles de 7 logements et plus du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement.

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

## **FACTURATION DE LA COLLECTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES RECYCLABLES À LA COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES**

### Article 13

Une compensation de 71,52 \$ pour chaque école sera facturée semi annuellement.

## TARIFICATION DE LA COLLECTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES ORGANIQUES

### Article 14

À l'exception des immeubles qui ne peuvent être desservis par le service de collecte municipale et afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service de collecte sélective des matières organiques, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 60 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement pour les édifices de moins de 7 unités de logement;
- b) une compensation de 60 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) une compensation de 60 \$ du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 000 du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A), par local non résidentiel à même un immeuble mixte (résidentiel et commercial), dont le code de la catégorie d'immeuble non résidentiel est supérieur ou égal à la catégorie 5 du *Manuel de l'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A).

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

## TARIFICATION DE LA RÉGIE INTERMUNICIPALE SPORTS ET LOISIRS BEAU-CHÂTEAU

### Article 15

Afin de pourvoir au paiement de la quote-part de la Régie intermunicipale Sports et loisirs Beau-Château, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 87 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement pour les édifices de moins de 7 unités de logement;

- b) une compensation de 87 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) une compensation de 87 \$ du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 000 du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A), par local non résidentiel à même un immeuble mixte (résidentiel et commercial), dont le code de la catégorie d'immeuble non résidentiel est supérieur ou égal à la catégorie 5 du *Manuel de l'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- d) une compensation de 87 \$ par logement pour les immeubles de 7 logements et plus du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, de chaque unité de logement.

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

## **TARIFICATION DE LA CONSOMMATION DE L'EAU POTABLE**

### Article 16

Afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service de consommation de l'eau potable, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 253 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, à l'exception des logements, des maisons, des condos ou des appartements non desservis par les services d'aqueduc (non branchés) ou en front desquels ces services ne sont pas disponibles;
- b) une compensation de 253 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) pour tous les immeubles imposables où au moins 1 compteur d'eau est installé :
  - i. une compensation de 0,5589 \$ par mètre cube du propriétaire;

- ii. pour ces immeubles, une exemption de 200 mètres cubes sera accordée uniquement pour chaque compensation déjà imposée aux paragraphes a) et b) du présent article pour la partie résidentielle;
- iii. une compensation en rapport avec la location de compteurs d'eau pour chaque immeuble imposable concerné du propriétaire établi selon le tableau ci-dessous :

Dimension du compteur en pouces (po)	Loyer annuel en dollars (\$) (incluant les taxes applicables)
1/2	34
5/8	41
3/4	49
1	65
1-1/4	75
1-1/2	82
2	100
2-1/2	127
3	157
4	195
6	286

- d) pour tous les immeubles imposables où au moins 1 piscine est installée, une compensation de 35 \$ par piscine (sans prorata du nombre de jours), à l'exception des immeubles non desservis par les services d'aqueduc (non branchés) ou en front desquels ces services ne sont pas disponibles ou dont l'immeuble permet que la piscine soit remplie et alimentée par un puits. Dans le cas où la piscine est retirée en cours d'année, aucun remboursement ne sera effectué.

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

Les compensations pour les services de distribution d'eau potable visant les usagers qui ont un compteur d'eau sont facturées selon la consommation au compteur. Les compensations imposées pour la consommation de l'eau potable sont exigibles, que le contribuable utilise ou non ces services, lorsque la Ville fournit ou est prête à fournir les services d'aqueduc. Si la Ville ne reçoit ou ne peut prendre la lecture réelle du compteur, elle facture la consommation en fonction d'une lecture estimée, établie selon la tarification moyenne des 2 dernières années.



## TARIFICATION POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

### Article 17

Afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service d'assainissement des eaux, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 322 \$ pour un logement, une maison, un condo ou un appartement servant de résidence du propriétaire, qu'il soit occupé ou non, à l'exception des logements, des maisons, des condos ou des appartements non desservis par les services d'égout sanitaire ou en front desquels ces services ne sont pas disponibles et qui, en même temps, disposent d'une installation septique conforme aux normes en vigueur du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ou d'une mini-usine d'épuration approuvée par la Ville et dont le propriétaire présente à la Division urbanisme et permis de la Ville une copie certifiée conforme du permis municipal ou gouvernemental d'installation;
- b) une compensation de 322 \$ par groupe de 5 chambres ou fraction de 5 chambres, qu'elles soient louées ou non, du propriétaire de toute unité d'évaluation comprise dans le code d'utilisation 1 500 à 1 600 (habitation en commun) du *Manuel d'évaluation foncière du Québec* (Volume 3-A);
- c) pour tous les immeubles imposables munis d'au moins 1 compteur d'eau, le calcul sera établi comme suit :
  - i. une compensation de 0,4249 \$ par mètre cube du propriétaire;
  - ii. pour ces immeubles, une exemption de 200 mètres cubes sera accordée uniquement pour chaque compensation déjà imposée aux paragraphes a) et b) de l'article 17 du présent règlement pour la partie résidentielle;
  - iii. une compensation de 0,4249 \$ par mètre cube pour tout rejet d'eau usée au réseau du propriétaire même, sans consommation d'eau potable.

Nonobstant l'alinéa précédent, la compensation prévue par le présent article n'est pas exigée du propriétaire ou de l'occupant d'une unité d'évaluation comportant exclusivement un ou plus d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*.

Les compensations pour les services de distribution d'égout visant les usagers qui ont un compteur d'eau sont facturées selon la consommation au compteur. Les compensations imposées pour la consommation de l'assainissement des eaux sont exigibles, que le contribuable utilise ou non ces services, lorsque la Ville fournit ou est prête à fournir les

services d'égout. Si la Ville ne reçoit ou ne peut prendre la lecture réelle du compteur, elle facture la consommation en fonction d'une lecture estimée, établie selon la tarification moyenne des 2 dernières années.

## **TARIFICATION POUR L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SEPTIQUES TERTIAIRES**

### Article 18

Afin de pourvoir au paiement des frais occasionnés pour le service d'entretien des installations septiques tertiaires, il est, par le présent règlement, imposé et il doit être prélevé pour l'exercice financier 2020 :

- a) une compensation de 608 \$ par système installé à chaque immeuble unifamilial du propriétaire pour couvrir les frais d'entretien prévus au contrat;
- b) une compensation de 788 \$ par système installé à chaque immeuble, autre qu'un immeuble unifamilial, du propriétaire pour couvrir les frais d'entretien prévus au contrat.

## **CHAPITRE IV – MODALITÉS DE PAIEMENT ET ADMINISTRATION**

### **PAYABLE PAR LE PROPRIÉTAIRE**

#### Article 19

Les compensations et les tarifications édictées par le présent règlement doivent être payées par le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble.

### **VERSEMENTS ET ÉCHÉANCES**

#### Article 20

Tout compte de taxes, compensations et tarifications dont le total est inférieur à 300 \$ doit être payé en un seul versement, le, ou avant le, 30<sup>e</sup> jour qui suit l'expédition du compte.

Tout compte de taxes, compensations et tarifications dont le total est égal ou supérieur à 300 \$, doit être payé, au choix du débiteur, en un seul versement ou en 4 versements égaux selon les modalités suivantes :

- le premier versement doit être payé le, ou avant le 6 février 2020;
- le deuxième versement doit être payé le, ou avant le 7 mai 2020;
- le troisième versement doit être payé le, ou avant le 9 juillet 2020;
- le quatrième versement doit être payé le, ou avant le 5 novembre 2020.

## **EXEMPTION DE PAIEMENT**

### Article 21

Tout immeuble exempté du paiement des taxes foncières en vertu de l'une des dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* est également exempté du paiement des tarifs décrétés aux articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du présent règlement.

## **INTÉRÊTS**

### Article 22

Un intérêt, au taux annuel de 16 %, soit 11 % pour des frais d'intérêt et 5 % pour des frais de pénalité, est chargé sur les comptes dus pour toute taxe ou compensation imposée au présent règlement, à compter de l'expiration du délai pendant lequel elle devait être payée. Dans le cas où des crédits doivent être remboursés par la Ville, aucun intérêt ne sera versé.

## **EXIGIBILITÉ**

### Article 23

Conformément à l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la Ville décrète, en vertu du présent règlement, que si le versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est exigible.

## **FONCTIONNAIRE MUNICIPAL AUTORISÉ**

### Article 24

Le trésorier de la Ville est autorisé à préparer le rôle de perception nécessaire comprenant toutes les taxes et compensations, tant générales que spéciales imposées par règlement de la Ville, ainsi que toutes les autres compensations ou redevances qui lui sont dues.

Il est également autorisé à procéder à la perception de ces taxes, compensations ou redevances conformément à la loi.

## **CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES**

### **APPLICATION**

#### Article 25

Toute disposition d'un règlement antérieur inconciliable avec les dispositions du présent règlement est modifiée en fonction du présent règlement.

### **ENTRÉE EN VIGUEUR**

#### Article 26

Le maire, ou en son absence le maire suppléant, et la greffière, ou en son absence la greffière adjointe, sont autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Châteauguay, tous les documents nécessaires aux fins de l'exécution des dispositions du présent règlement.

#### Article 27

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Signé à Châteauguay, ce 9 décembre 2019.

**Le maire,**

**La greffière,**

**Pierre-Paul Routhier**

**Karine Duhamel, avocate**

---

Avis de motion :	18 novembre 2019
Dépôt du projet de règlement :	18 novembre 2019
Adoption du règlement :	9 décembre 2019
Entrée en vigueur :	16 décembre 2019

---